Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

États financiers
Le 31 mars, 2016

pwc

Le 20 juin 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de la
Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes, qui comprennent le bilan au 31 mars, 2016 et les états des fonds engagés, des revenus et dépenses – subventions, des revenus et dépenses – administration et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars, 2016, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes au 31 mars, 2016, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars, 2016, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Summit Place, 1601 Lower Water Street, Suite 400, Halifax, Nova Scotia, Canada B3J 3P6
T: +1 (902) 491 7400, F: +1 (902) 422 1166

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP, an Ontario limited liability partnership.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Bilan

Au 31 mars, 2016

	2016 $	2015 $
Actif		
Encaisse	6 455 476	7 962 835
Frais payés d'avance	59 220	–
Montants à recevoir		
Gouvernement du Canada	722 000	728 000
Nouveau-Brunswick	25 928 469	28 394 397
Terre-Neuve-et-Labrador	–	216 000
Nouvelle-Écosse	555 622	382 340
Île-du-Prince-Édouard	404 200	4 941
Montant à recevoir du Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique	40 828	53 090
Montant à recevoir du Conseil des Ministres de l'Éducation et la Formation de l'Atlantique	32 500	–
Autres comptes débiteurs (note 3)	54 515	55 591
	34 252 830	37 797 194
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 4)	56 889	60 942
Sommes à verser aux établissements		
Subventions de fonctionnement	18 682 324	21 003 770
Subventions de capital	126 841	13 298
Autres	725 712	728 000
Revenus différés	183 923	143 059
	19 775 689	21 949 069
Fonds engagés		
Subventions de fonctionnement	14 387 632	15 664 405
Subventions de capital	89 509	183 720
	14 477 141	15 848 125
	34 252 830	37 797 194

Engagements (note 5)

Approuvé par la Commission

_____ Membre

_____ Membre

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des fonds engagés

Pour l'exercice terminé le 31 mars, 2016

					2016	2015
	Nouveau-Brunswick $	Nouvelle-Écosse $	Île-du-Prince-Édouard $	Autres $	Total $	Total $
Subventions de fonctionnement						
Solde au début de l'exercice	12 220 422	560 621	2 880 821	2 541	15 664 405	25 022 310
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) de l'exercice	(1 616 845)	(73 805)	513 877	–	(1 176 773)	(9 311 375)
Virement au fond de capital	–	–	–	–	–	43 470
Virement à l'administration	(90 000)	–	(10 000)	–	(100 000)	(90 000)
Solde à la fin de l'exercice	10 513 577	486 816	3 384 698	2 541	14 387 632	15 664 405
Subventions de capital						
Solde au début de l'exercice	167 370	–	16,350	–	183 720	282 437
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice	(94 211)	–	–	–	(94 211)	(55 247)
Virement au fond de fonctionnement	–	–	–	–	–	(43 470)
Solde à la fin de l'exercice	73 159	–	16 350	–	89 509	183 720
Fonds engagés à la fin de l'exercice	10 586 736	486 816	3 401 048	2 541	14 477 141	15 848 125

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des revenus et dépenses - subventions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	Nouveau-Brunswick		Nouvelle-Écosse (note 1)		Île-du-Prince-Édouard		Autres		Total	
	2016 $	2015 $	2016 $	2015 $	2016 $	2015 $	2016 $	2015 $	2016 $	2015 $
Subventions de fonctionnement										
Revenus										
Subventions										
Sans restrictions	264 559 596	264 623 469	247 281	308 535	55 061 099	49 668 568	–	–	319 867 976	314 600 572
Avec restrictions	9 555 097	9 555 097	–	–	13 764 700	11 533 200	–	–	23 319 797	21 088 297
Autres	–	–	–	–	–	–	1 741 712	1 746 774	1 741 712	1 746 774
	274 114 693	274 178 566	247 281	308 535	68 825 799	61 201 768	1 741 712	1 746 774	344 929 485	337 435 643
Dépenses										
Subventions										
Sans restrictions (Tableau A)	267 583 427	268 667 751	321 086	308 340	55 301 823	54 157 678	–	–	323 206 336	323 133 769
Avec restrictions (Tableau B)	8 148 111	9 036 437	–	–	13 010 099	12 830 038	–	–	21 158 210	21 866 475
Autres activités (note 6)	–	–	–	–	–	–	1 741 712	1 746 774	1 741 712	1 746 774
	275 731 538	277 704 188	321 086	308 340	68 311 922	66 987 716	1 741 712	1 746 774	346 106 258	346 747 018
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) de l'exercice	(1 616 845)	(3 525 622)	(73 805)	195	513 877	(5 785 948)	–	–	(1 176 773)	(9 311 375)
Subventions de capital										
Revenus	2 000 000	2 000 000	–	–	–	–	–	–	2 000 000	2 000 000
Dépenses (Tableau C)	2 094 211	2 055 247	–	–	–	–	–	–	2 094 211	2 055 247
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice	(94 211)	(55 247)	–	–	–	–	–	–	(94 211)	(55 247)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des revenus et dépenses - administration

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	2016 $	2015 $
Revenus		
Contributions		
Nouveau-Brunswick	580 296	553 901
Nouvelle-Écosse	713 455	681 003
Île-du-Prince-Édouard	107 929	103 020
Virement des réserves de fonctionnement		
Nouveau-Brunswick	90 000	90 000
Île-du-Prince-Édouard	10 000	–
Revenus des projets	144 348	189 651
	1 646 028	1 617 575
Dépenses		
Salaires et charges sociales	1 271 598	1 191 140
Location des bureaux	110 194	105 885
Services professionnels	54 747	86 583
Autres services	29 176	34 907
Déplacement		
Membres du conseil	7 205	18 635
Autres déplacements	14 407	16 540
Allocation quotidienne	4 575	7 125
Fournitures de bureau, livres et abonnements	13 089	8 949
Publications	5 462	8 113
Mobilier et matériel de bureau	36 384	29 806
Projets spéciaux, comités et autres (note 7)	139 381	163 085
	1 686 218	1 670 768
Excédent des dépenses sur les revenus de l'excercice (note 8)	(40 190)	(53 193)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	2016 $	2015 $
Activités de fonctionnement		
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice - subventions	(1 270 984)	(9 366 622)
Virement à l'administration	(100 000)	(90 000)
Variation du bilan		
(Augmentation) diminution des frais payés d'avance	(59 220)	22 361
Diminution (augmentation) des montants à recevoir		
Gouvernement du Canada	6 000	17 000
Nouveau-Brunswick	2 465 928	4 324 408
Terre-Neuve-et-Labrador	216 000	–
Nouvelle-Écosse	(173 282)	93 953
Île-du-Prince-Édouard	(399 259)	(4 941)
Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique	12 262	(54 363)
Conseil des Ministers de l'Éducation et la Formation de l'Atlantique	(32 500)	–
Diminution (augmentation) des autres comptes débiteurs	1 076	(10 538)
Diminution des comptes créditeurs et charges à payer	(4 053)	(65 246)
Augmentation (diminution) des sommes à verser aux établissements		
Subventions de fonctionnement	(2 321 446)	(86 240)
Subventions de capital	113 543	(81 045)
Autres	(2 288)	(17 000)
Augmentation des revenus différés	40 864	19 053
Variation de la trésorerie au cours de l'exercice	(1 507 359)	(5 299 220)
Encaisse – début de l'exercice	7 962 835	13 262 055
Encaisse – fin de l'exercice	6 455 476	7 962 835

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notes annexes

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1 Contenu de ces états financiers

Conformément aux lois sur la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (la «Commission») (Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard - article 18; Nouvelle-Écosse - article 19), les provinces ont le choix de verser les subventions directement aux établissements ou de passer par la Commission. Puisque la province de la Nouvelle-Écosse verse les subventions directement aux établissements de la Nouvelle-Écosse, ces états financiers ne comprennent que les subventions de fonctionnement et de capital versées aux établissements du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

2 Principales conventions comptables

Les états financiers sont présentés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif publiées par le Conseil canadien des normes comptables.

Estimation de la direction

Les états financiers sont présentés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Ces principes obligent les gestionnaires à faire des estimations et des hypothèses qui peuvent influer sur le montant de l'actif et du passif rapporté, sur les éléments de passif éventuel à la date de présentation des états financiers, ainsi que sur le montant des revenus et des dépenses pour la période faisant l'objet du rapport. Les résultats réels pourraient ainsi être différents de ceux fournis dans le rapport.

Immobilisations corporelles

La Commission passe en charges les immobilisations au cours de l'année d'acquisition. Si la Commission avait capitalisé et amorti ses immobilisations, son bilan aurait inclus les éléments suivants: matériel et fournitures de bureau, matériel et logiciels informatiques et améliorations locatives, dont la valeur comptable nette aurait été d'environ 90 739 $ (81 380 $ en 2015).

Régime de retraite

La Commission participe au Régime de retraite du Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique et des employeurs participants. On constate une charge de retraite lorsque l'on fait ou que l'on doit les contributions. Durant la période, la Commission a constaté une charge de retraite de 390 279 $ (335 091 $ en 2015).

Instruments financiers

La Commission s'expose à des risques de crédit normaux en ce qui concerne ses sommes à recevoir. Des provisions pour créances irrécouvrables potentielles sont maintenues et aucune perte de ce type n'a été constatée à ce jour. La direction soutient que la Commission ne s'expose à aucun risque de crédit important et qu'aucune provision pour créances douteuses n'a été consignée aux comptes.

3 Antres comptes débiteurs

Inclus dans les autres comptes débiteurs sont des remises gouvernementales à recevoir de 26 820 $ (30 471 $ en 2015).

4 Comptes créditeurs et charges à payer

Inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer sont des remises gouvernementales à payer de 876 $ (427 $ en 2015).

5 Engagements

Locaux de bureaux

La Commission a un bail à long terme pour ses locaux de bureaux ainsi que pour du matériel de bureau. Ces ententes viennent à échéance en juin 2016. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a négocié les modalités des baux au nom de la Commission et, au 31 mars 2016, elle ne connaît pas les modalités de renouvellement. Elle n'est donc pas en mesure de déterminer quels seront ses engagements annuels futurs à ce sujet. Elle peut cependant affirmer qu'elle a l'intention de renouveler tous les baux.

6 Autres activités

Au cours de l'exercice, la Commission a déboursé des fonds au titre de ce qui suit :

	2016 $	2015 $
Gouvernement du Canada – programme de contribution pour l'amélioration de l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire	725 712	730 774
Province de l'Île-du-Prince-Édouard – médecine	800 000	800 000
Province de Terre-Neuve-et-Labrador – places dans les programmes de réhabilitation	216 000	216 000
	1 741 712	1 746 774

7 Projets spéciaux, comités et autres

	2016 $	2015 $
Sondages des diplômés et diplômées	115 136	128 715
Conférence de la CESPM/Atelier/Collaboration	4 408	10 857
Comités et autres	19 837	23 513
	139 381	163 085

8 Revenus et dépenses – administration

L'excédent des depenses sur les revenus de l'excercice est consideré comme faisant partie du Fonds consolidé et, par conséquent, a été inclus dans le montant à recevoir au Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique.

9 Chiffres Comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation d'états financiers adoptée pour l'année en cours.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions sans restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 — **Tableau A**

	2016 $	2015 $
Nouveau-Brunswick		
Établissements		
Collège de technologie forestière des Maritimes	2 069 736	2 069 736
Mount Allison University	20 334 159	20 334 159
St. Thomas University	12 180 167	12 180 167
Université de Moncton	64 344 883	64 344 883
Université de Nouveau-Brunswick	111 966 492	111 966 492
Programme d'Expansion – Medical, infirmier et autres		
Université de Moncton	6 983 738	7 584 511
Université de Nouveau-Brunswick	6 098 577	6 726 712
	223 977 752	225 206 660
Virements interprovinciaux		
Université de l'Île-du-Prince-Édward – Collège vétérinaire de l'Atlantique	5 134 433	5 072 297
Université de Sherbrooke	1 708 080	1 694 427
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2 532 000	2 482 000
Province de la Nouvelle-Écosse	3 510 500	4 266 300
Province de l'Ontario	27 054	27 054
Dalhousie University	8 515 216	8 260 343
Province de Québec	7 812 167	7 049 666
	29 239 450	28 852 087
Subvention en remplacement de l'impôt foncier municipal	14 339 693	14 484 972
Autres	26 532	124 032
	267 583 427	268 667 751
Nouvelle-Écosse		
Virements interprovinciaux		
Province de Québec	247 281	308 340
Programme de sondage sur les résultats des diplomés	73 805	–
	321 086	308 340
Île-du-Prince-Édouard		
Établissements		
Holland College	17 902 400	17 402 400
Université de l'Île-du-Prince-Édward	30 769 600	30 269 600
	48 672 000	47 672 000
Virements interprovinciaux		
Province de la Nouvelle-Écosse	6 263 230	6 246 691
Province de l'Ontario	–	13 527
Province de Québec	36 143	35 376
	6 299 373	6 295 594
Autres	330,450	190 084
	55 301 823	54 157 678
	323 206 336	323 133 769

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions avec restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 **Tableau B**

	2016 $	2015 $
Nouveau-Brunswick		
Collège de technologie forestière des Maritimes	105 067	108 115
Mount Allison University	974 990	974 990
St. Thomas University	606 272	303 942
Université de Moncton	2 018 784	2 758 690
Université de Nouveau-Brunswick	3 724 251	4 275 186
Projet commun – réseau informatique	718 747	615 514
	8 148 111	9 036 437
Île-du-Prince-Édouard		
Holland College	5 325 600	5 565 086
Université de l'Île-du-Prince-Édward	7 616 992	7 185 558
Projet commun – réseau informatique	67 507	79 394
	13 010 099	12 830 038
	21 158 210	21 866 475

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions de capital

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 **Tableau C**

	2016 $	2015 $
Nouveau-Brunswick		
Mount Allison University	196 015	193 395
St. Thomas University	104 318	132 983
Université de Moncton	615 953	668 891
Université de Nouveau-Brunswick	1 177 925	1 059 978
	2 094 211	2 055 247